

Valorisation des espaces ruraux en Algérie: une nouvelle stratégie participative

ZAHIRA SOUIDI*, OMAR BESSAOUD**

Introduction

En Algérie, les espaces naturels localisés en zone de montagne sont caractérisés par des ressources biologiques très riches mais perturbées, conséquence des contraintes topographiques et des systèmes écologiques fragiles à faible résilience. Par conséquent, les ressources biotiques – l'eau, les sols, l'espace exploitable – sont rares; elles restent soumises à de fortes pressions pour satisfaire dans le court terme les besoins des populations locales. Les usages non raisonnés de ces ressources naturelles ont conduit ainsi à une dégradation de l'environnement, dégradation aggravée par les processus de changement climatique observés au cours de ces dernières décennies.

Les différentes actions initiées dans le passé par l'Etat dans le cadre des approches sectorielles n'ont pu apporter de solutions durables aux problèmes liés à la dégradation des conditions de vie des populations ou des ressources naturelles. La stratégie de développement rural durable adoptée en 2004 se propose de corriger les interventions publiques en prenant en

Jel classification: Q18, R58

Résumé

Le présent travail analyse l'impact des projets de développement rural en Algérie dans le cadre de la nouvelle stratégie participative. La constatation d'une évolution récente passe par la caractérisation du milieu rural et l'analyse de plusieurs indicateurs dans la région de Mascara. On observe un Indice de Développement Rural Durable qui augmente d'une année à l'autre, mais variable d'une commune à l'autre. L'Indice de Développement Economique Rural est faible par rapport à l'Indice de Développement Humain et Social (IDHS), ce qui explique un exode rural important dans la région. L'Indice de Structuration de l'Emploi (ISE) en milieu rural montre une certaine fragilité confirmée par un nombre important d'emplois temporaires. L'Indice de Développement Agricole reste faible, malgré la vocation de la région, ce qui s'explique par une sécheresse prolongée et des moyens souvent inadaptés. L'Indice de Développement de l'Environnement reste difficile à mesurer sur le terrain et souvent mal exploité. Cependant, nous pouvons remarquer une tendance vers des activités novatrices dans le secteur forestier qui enregistre pour la période 2009 - 2014 le plus grand nombre de projets (206) portant sur le thème fédérateur valorisation des ressources naturelles.

Mots-clés: Développement Rural, Indicateur de Développement, Impact des programmes, Région algérienne.

Abstract

This paper analyzes the impact of rural development projects in Algeria as part of the new participatory strategy. The recent evolution is assessed based on the characterization of the rural environment and the analysis of several indicators in Mascara. The Sustainable Rural Development Index increases year over year and varies according to the area. The Rural Economic Development Index is low compared to the Human and Social Development Index, which explains a significant rural migration in the region. The Employment Structuring Index in rural areas show a certain fragility confirmed by a significant number of temporary work. The agricultural development index remains low despite the vocation of the region; this is ascribable to a prolonged aridity and inadequate means. The Environment Development index is hard to measure in the field. However, we can observe new innovating activities in the forestry sector for the period 2009 - 2014 and the highest number of projects (206) on the enhancement of natural resources.

Keywords: Rural Development, Development Index, Evaluation program, Algerian region.

compte les atouts multiples des zones de montagne et en associant plus étroitement les communautés locales dans les projets.

Notre travail présente la mise en œuvre de la stratégie de développement rural dans une région agrosylvo-pastorale. Il analyse, en particulier, la méthode d'approche «ascendante et participative», la procédure de négociation impliquant une multiplicité d'acteurs agricoles et non-agricoles, le rôle des organisations rurales locales et leurs performances sociale et environnementale.

Les questionnements portant sur la performance de la stratégie participative mise en œuvre sont abordés du triple point de vue des organisations, des destinataires et des enjeux de territoire. Mais avant d'aborder la mise en œuvre de cette nouvelle stratégie de développement rural et son impact sur le milieu, il est important de rappeler les principales caractéristiques de l'espace rural algérien.

1. Caractérisation du milieu rural en Algérie

1.1 Une disparité entre milieu rural et urbain

En Algérie, les déséquilibres entre le milieu rural et le milieu urbain sont le produit d'un héritage historique, celui de la période coloniale et des rapports villes/campagnes qui la caractérisent, mais aussi des politiques de développement qui lui ont succédé depuis l'Indépendance. Le contexte so-

* Université de Mascara, Laboratoire LRBG, Algérie.

** IAM de Montpellier, route de Mende, Montpellier, France.

cial des régions rurales reste profondément marqué par la faiblesse des revenus agricoles, l'extension du chômage et de la pauvreté. Quelques indicateurs de ce déséquilibre entre milieux peuvent être rappelés. Selon le PNUD (2000), la malnutrition est plus élevée en milieu rural (7,8%) qu'en milieu urbain (4,8%); le taux de scolarisation reste relativement faible en zone éparse (65,50%) et en dessous de la moyenne nationale (82%); le taux d'accouchement des femmes à domicile est plus fort en milieu rural; l'analphabétisme est plus important en zone éparse (51,5%) et en zones d'agglomérations secondaires (34,9%). L'on note une faible participation des femmes au développement et un faible niveau d'instruction des chefs de ménage ruraux: 60% de cette catégorie sont sans instruction. La carte de la pauvreté élaborée par l'ANAT (2001) confirme la tendance que les communes pauvres sont situées dans l'ensemble en zones rurales.

En milieu rural, la nature des emplois et leurs structures (travaux saisonniers, irréguliers, créneaux limités, importance de l'emploi administratif) renseignent sur leurs fragilités et limitent les projections pour une population majoritairement jeune. Le taux de chômage moyen, évalué à 25,1%, touche majoritairement la tranche des 20-29 ans qui représente, à elle seule, plus de la moitié (51,4%) de tous les demandeurs d'emploi. (CENEAP, 2001).

De plus, la population rurale augmente dans l'absolu, même si elle a baissé en termes de pourcentage (60% en 1977 et 37% en 2005). Entre 1998 et 2005, cette population est passée de 12 millions à plus de 13 millions d'habitants (ONS, 2006). En outre, la taille des ménages ruraux est plus importante qu'en milieu urbain, elle se situe en moyenne entre 7 à 10 personnes par famille (RGPH, 1998).

1.2. Une politique de développement rural en constante évolution

Dès l'indépendance acquise (1962), l'Algérie se réapproprie le domaine agricole colonial et installe un système «autogéré». De 1971 à 1978, une «révolution agraire» visant la transformation du monde agricole et rural est engagée. Celle-ci vise la redistribution des terres aux paysans sans terre ou insuffisamment pourvus et une réorganisation des formes de gestion par la promotion de coopératives de production, d'exploitation des terres ou de services (Bessaoud, 1980). De 1981 à 1990, des mesures de libéralisation du secteur agricole sont prolongées par l'application d'un plan d'ajustement structurel agricole (1994) qui confirment un désengagement de l'Etat (en termes d'investissement et d'encadrement technique du secteur public). Le Plan National de Développement Agricole (PNDA), caractérisé par une relance des investissements agricoles sans précédent, n'est défini qu'à partir de la campagne agricole 2000-2001. Ce plan n'a toutefois pas ou peu bénéficié aux ménages ruraux vivant dans les zones où les populations sont économiquement et socialement vulnérables. Les politiques suivies se sont concentrées sur des filières rentables au regard des critères de marché et la problématique de dé-

veloppement rural est restée entière: d'une part, le déséquilibre et la pression sociale sur des ressources naturelles limitées et fragiles sont restés forts, et d'autre part, les ressources territoriales (matérielles et immatérielles) sont restées insuffisamment valorisées.

Par ailleurs, les projets de développement mis en œuvre tout au long de cette période se caractérisaient par leur approche descendante et une gestion centralisée. Une faible place est accordée aux communautés rurales dans l'identification des besoins, dans le choix des solutions et dans la mise en œuvre des projets.

Une nouvelle stratégie se dessine dès l'année 2003. La Stratégie de Développement Rural Durable (SDRD, 2004) et la Politique de Renouveau Rural (PRR, 2006) définissent les grandes orientations des pouvoirs publics en direction des zones rurales algériennes. La SDRD, définie sur un horizon décennal (2005/2015), et la Politique de Renouveau Rural (août 2006), s'articulent autour i) de l'amélioration des conditions de vie des populations rurales ii) de l'emploi et des revenus par la diversification des activités économiques, iii) du renforcement de la cohésion sociale et territoriale, et iv) de la protection de l'environnement et de la valorisation des patrimoines ruraux. Elle vise la revitalisation des zones rurales et la valorisation des ressources naturelles (eau, terres, ressources biologiques) dans une optique de développement durable.

L'approche méthodologique tente de promouvoir des projets de proximité de développement rural intégré (PPDRI) à composante agro-sylvo-pastorale, conçus pour être définis et exécutés en coopération avec les acteurs locaux. Elle se base sur la recherche de synergies économiques et sociales et l'implication aussi bien de la société civile que des institutions au niveau des localités et des régions.

Comment est appliquée cette politique dans les zones de montagne de la région de Mascara? Les outils d'intégration et de participation ont-ils été développés? Quels sont les impacts observés concrètement et quelles leçons peut-on tirer de l'expérience de développement mise en œuvre?

Mais avant d'aborder ces questions, quelles évolutions marquent l'espace rural de cette région?

2. Evolutions récentes de l'espace rural dans la région de Mascara

La wilaya de Mascara se rattache foncièrement à une région de montagne à très forte ruralité.

2.1. Espace et société de la wilaya de Mascara

La wilaya de Mascara se situe dans la région nord-ouest de l'Algérie. Elle fait partie des monts de Béni Chougrane du Tell occidental. Elle se caractérise par des précipitations faibles (500 mm/an), des températures maximales de 40 °C en été, des minimas de 4°C en hiver et un étage bioclimatique semi-aride. Les pentes sont fortes (> 25%), avec une altitude variant de 600 à 900 m sur un substrat à dominan-

ce marneuse entraînant une érosion importante et une étendue de "badlands". L'espace rural dans cette région garde une place importante, Mascara enregistre un taux de ruralité de l'ordre de 70% (32 communes rurales sur 46), un taux supérieur à la moyenne nationale (63,5%) qui se répartit entre la zone de moyenne montagne et de piémont. La ruralité n'est pas homogène sur l'ensemble du territoire rural. Actuellement, si 45 % de la population rurale vit dans des habitations éparses (5.419.525 habitants) et plus de 55% en habitat aggloméré (6.714.401 habitants) dans près de 3 500 agglomérations rurales et/ou semi rurales, cette distribution varie selon les wilayas (CENEAP, 2004).

La population rurale est jeune: on estime, en effet, que 75% des ruraux ont moins de 30 ans. Globalement, la population rurale est restée dans les mêmes proportions entre 1998 et 2005 par rapport à la population totale et à la population urbaine. Le taux d'accroissement annuel de la population rurale entre 1995 et 2008 avoisine 1%, contre 2,5% pour la population urbaine et 1,79% pour la population totale dans la même période (ONS, 2006).

Comparée à la population algérienne, la population des ménages ordinaires et collectifs des Béni Chougrane s'est accrue, notamment au cours de la décennie 90, à un rythme nettement moins rapide. Estimée à 539 978 habitants au recensement de 1987, celle-ci est passée à 642 445 habitants en 1998 soit un taux d'accroissement de l'ordre de 1,55% contre 2,28% au niveau national. A l'inverse, à l'échelle de la région (ouest), le taux d'accroissement enregistré au cours de cette période est légèrement supérieur (1,55% contre 1,51%). Ceci est en étroite corrélation avec une baisse du taux de fécondité; l'Algérie enregistrait 8,1 enfants par femme au début des années 70, puis 2,7 enfants par femme en 1998 et 2,27 enfants par femme en 2006 selon l'enquête à objectifs multiples (MICL, 2008). Au niveau des Béni Chougrane, on compte en 1998 un taux de 2,6 enfants par femme, inférieur à la moyenne nationale.

A côté de la baisse de la population rurale, il y a lieu de relever une tendance à l'urbanisation du milieu rural autour d'agglomérations et de pôles d'activités rurales, tendance qui traduit, en quelque sorte, l'émergence de "zones tampons" vis-à-vis du milieu urbain. Cette forme d'urbanisation permet surtout d'atténuer la pression migratoire sur les centres urbains (Bessaoud, 2006).

Elle est le résultat de plusieurs facteurs parmi lesquels l'accroissement des revenus, l'amélioration des conditions de vie, la réalisation d'infrastructures et d'équipements publics de base ainsi que le regroupement, au cours de ces dernières années, des populations des zones éparses, pour des raisons de sécurité. Aujourd'hui, les flux migratoires qui se maintiennent sont moins déséquilibrés. Toutefois, selon le RGPH, on observe pour les monts de Béni Chougrane un solde migra-

toire négatif de 1987 à 98. Les zones de moyenne montagne ont perdu près de 9% de leur population légale recensée en 1987 (22 608 sorties) contre seulement 6 874 entrées (2,7%). Le solde migratoire estimé pour cette zone est de l'ordre de -6,11% contre -0,16% pour les piémonts.

Au début des années 1996, Mascara, comme d'autres wilayas limitrophes (Sidi Bel Abbes et Relizane) appartenant à la région montagnaise des monts de Béni Chougrane, était confrontée aux phénomènes d'exode rural, de chômage, de déficit d'infrastructures publiques et de dégradation du patrimoine naturel. Elle a bénéficié de différents programmes dont les plus importants sont le projet d'emploi rural (PER), de 1996 à 2005, et les projets de proximité de développement rural intégré (PPDRI), engagés dès l'année 2006 dans le cadre de la politique de renouveau rural.

Ces programmes visaient à transformer ces régions montagnaises en une réhabilitation des localités rurales et en un milieu montagnard à vocation agricole, pastorale et forestière.

Un bilan des projets de développement réalisés au niveau de la wilaya de Mascara permet d'évaluer les premiers impacts sur les conditions de vie et la revitalisation des milieux ruraux.

2.2. Revitalisation des espaces ruraux

Les cellules d'animation rurale communale (CARC) ont retenu plusieurs projets. La priorité a été accordée à la stabilisation des populations par l'amélioration de leurs conditions de vie.

2.2.1. L'amélioration des conditions de vie

Quelques indicateurs nous permettent de mieux apprécier cette évolution. Ces indicateurs portent, d'une part, sur les équipements collectifs (électrification, alimentation en eau potable, en gaz naturel et le raccordement au réseau d'assainissement), et d'autre part, sur les conditions d'habitat. L'examen de ces indicateurs sociaux montre que des progrès ont été réalisés depuis 1996. Les données relatives aux monts de Béni Chougrane (MADR, 2006) sont les suivantes:

- Taux d'électrification rurale 85,98% en 2006,
- Taux d'Alimentation en Eau Potable (AEP) 71,76% en 2005,
- Taux de pénétration du gaz en milieu rural 36% en 2006,
- Taux d'assainissement 69,86% en 2006,
- Taux d'occupation des logements qui s'est amélioré en passant de 6,65 personnes par logement en 1998 à 5,49 en 2006,
- Habitat en milieu rural précaire qui est passé de 7,3% en 1998 à 6,46% en 2006.

L'Indice des Conditions de Vie (ICV)¹ est de l'ordre de 0,84 en moyenne sur le massif (T.A.D Consult, 2007). L'on peut relever, toutefois, des disparités d'une commune à l'autre: la valeur maximale de 0,98 pour la commune de Aïn Farès, proche du chef lieu de Wilaya; elle n'est que de 0,45 pour d'autres communes plus éloignées où les conditions d'AEP (19%) et d'assainissement (16%) sont les plus défavorisées accusant un seuil d'alerte (T.A.D Consult, 2007).

¹ L'indice des conditions de vie est un indice composite prenant en compte les équipements collectifs et les conditions d'habitat. Cet indice est calculé par le Ministère Délégué au Développement Rural (MDDR).

Les indicateurs du développement humain (scolarisation et alphabétisation) accusent un retard significatif en milieu rural comparativement au milieu urbain selon l'ONS (2006):

- Le taux de scolarisation de 78,23% au niveau des monts de Béni Chougrane contre 81% au niveau national, avec un taux de scolarisation des filles de 75,88%.
- Le taux d'alphabétisation en milieu rural est passé de 48,5% en 1998 à 68% en 2005, et 65,34% pour les monts de Béni Chougrane. Ces bons chiffres masquent un écart entre les sexes. Plus de 84% des hommes sont alphabétisés contre seulement un peu plus de 54% pour les femmes (2005).

L'Indice de Développement de l'Education (IDE)² est de l'ordre de 0,66 en moyenne à l'échelle du massif, avec une valeur maximale de 0,88 et une valeur minimale de 0,44, ce qui révèle une différence importante entre les communes où le taux d'analphabétisme des filles peut atteindre 80% (T.A.D Consult, 2007).

Pour le secteur de la santé, bien que le taux brut de mortalité ait enregistré une nette amélioration, en passant de 16,45 pour mille en 1970 à 4,30 pour mille en 2006, les structures de santé ne sont pas toujours dotées de moyens matériels et humains suffisants pour une meilleure prise en charge des patients (T.A.D Consult, 2007). Bien que l'Indice de Développement de la Santé (IDS)³ dans le massif soit égal à 0,1, ce qui le place à un seuil acceptable, le nombre de médecins par milliers d'habitants reste dramatiquement faible à l'intérieur de certaines communes rurales du massif montagneux (0,07 médecins pour 1000 habitants et 1 lit pour 600 habitants en moyenne), alors qu'il atteint 0,4 au niveau national et urbain (T.A.D Consult, 2007).

2.2.2. Création et consolidation de l'emploi

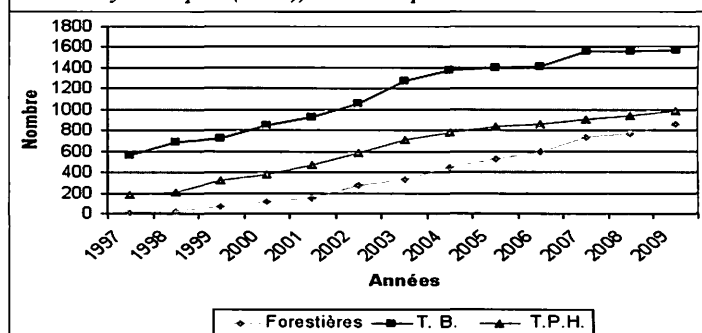
Les statistiques sur l'emploi sont relativement rares, surtout lorsqu'elles sont sollicitées à une échelle régionale. Il est en effet difficile, à l'état actuel des choses, d'analyser ou même de déterminer correctement les formes d'emploi au niveau local. Il ressort des données collectées que le taux d'occupation dans les monts de Béni Chougrane en 1998 (RGPH) est de 15,9% contre 19,9% au niveau national. En 2006, il progresse pour s'établir à 21,1% (24,46% au niveau national)⁴. Dans les zones rurales, on note une diminution du taux de chômage; celui-ci passe de 12,8% en 1996 à 11,5% en 2006 (ONS, 2006).

Les évaluations des différents programmes ruraux mis en œuvre dans la région de Mascara soulignent l'impact de ces

projets dans la création et la consolidation de l'emploi. Au cours de ces dernières années (2000-2005), ont été créés 68 280 emplois temporaires et 6 445 emplois permanents pour le PER (DGF-Algérie, 2006). Les PPDR ont enregistré près de 10 811 emplois équivalents permanents (2002-2008). Néanmoins, il faut signaler que l'emploi en milieu rural se caractérise par sa précarité, les mauvaises conditions de travail, l'absence de réglementations, la basse qualification des employés ainsi qu'un grave déficit dans le domaine des formations professionnelles.

De nombreuses entreprises (publiques et privées) ont eu l'opportunité de développer leurs activités dans le cadre de la mise en œuvre des PPDR (figure 1). Des emplois ont été créés localement par les travaux dans le secteur de la foresterie, de l'habitat ou de l'hydraulique.

Figure 1 - Evolution du nombre d'entreprises non agricoles dans la région de Mascara (Forestière; Travaux des Bâtiments (T.B); Travaux Publics Hydrauliques (T.P.H)) durant la période 1997 à 2009.



Source: C.N.R.C, 2009.

Le secteur le plus touché par les projets de proximité de développement rural intégré a été l'artisanat comme le montre le tableau suivant.

Tableau 1 - Evolution du nombre d'artisans dans la région de Mascara (2004-2008).

| Année | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|-----------------|------|------|------|------|------|
| Nombre Artisans | 1126 | 1312 | 1482 | 1767 | 1935 |

Source: DPME, Direction des petites et moyennes entreprises, 2009.

On passe de 1126 artisans en 2004 à 1935 artisans en 2008. Entre les deux périodes (2004-2008), l'on enregistre ainsi une augmentation de plus de 800 artisans. On ne dénombre pas dans ce bilan les emplois créés indirectement par les processus de valorisation des savoir-faire locaux (produits du terroir, en particulier).

2.2.3. Diversification des activités en milieu rural

Il convient de noter en premier lieu une faible diversification des cultures. Le système céréales-jachère domine sur

² L'indice de développement de l'éducation est un indice construit à partir du taux de scolarisation, du taux d'occupation des classes et du taux d'alphabétisation.

³ L'indice de développement de la santé tient compte du nombre de médecins pour 1000 habitants et de la disponibilité des infrastructures de santé.

⁴ Le taux d'occupation est défini par le rapport de la population occupée à la population totale recensée.

l'ensemble du massif: les trois-quarts des surfaces sont affectés à ce système, 36,04% de la surface est destinée aux céréales et 37,82% aux jachères. Les rendements sont faibles par rapport à l'échelle de la région ou à l'échelle nationale (tableau 2). Le système extensif à faibles rendements résulte d'une prédominance de la petite ou de la très petite exploitation; en effet, 50% des agriculteurs ont une surface exploitable entre 0,5 à 5 ha.

Tableau 2 - Les rendements moyens (Qtz/ha).

| Paramètres | Céréales | Fourrages | Légumes Secs | Agrumes | Maraîchage | Arboriculture rustique |
|-----------------------|----------|-----------|--------------|---------|------------|------------------------|
| A l'échelle du massif | 6 | 16 | 8 | / | 80 | 8 |
| A l'échelle régionale | 10,06 | 16 | 3,82 | 56,35 | 84,82 | 20 |
| A l'échelle nationale | 12,95 | 17,98 | 4,55 | 86,71 | 105 | 18 |

Source: T.D.A Consult, 2007.

En deuxième lieu, l'on observe que l'agriculture n'est plus l'activité principale des zones rurales comme le montre le tableau 3.

Tableau 3 - Population occupée selon le secteur d'activité en (%).

| Zone | Part des Occupés 2006 | Part des Occupés 1998 | Structure selon le secteur d'activité RGPH 1998 | | | | |
|----------|-----------------------|-----------------------|---|------|-----------|-------------------|-----------|
| | | | Agric. | Btp. | Industrie | Commerce Services | Administ. |
| Massif | 21,1 | 15,9 | 23,95 | 7,64 | 5,5 | 28,63 | 34,4 |
| National | 24,5 | 19,9 | 15,5 | 10,3 | 10,2 | 64,0 | |

Source: T.D.A Consult, 2007.

Le secteur agricole qui était dominant n'occupe plus que 23,4% des ruraux en 1998. Le secteur de l'administration occupe plus du tiers des actifs (34,4%), suivi des commerces et services (28,63%), du bâtiment (7,64%) et de l'industrie (5,5%). Mais l'exploitation des autres potentialités (artisanat, éco-tourisme, apiculture, fromagerie, etc.) pour valoriser ces régions rurales demeure très faible faute de formation et d'infrastructures d'accueil. Les projets à titre individuel sont peu nombreux faute de financements suffisants. Le déficit d'infrastructures sociales et collectives entrant dans le cadre des schémas d'aménagement régionaux et de politiques de développement local explique les faveurs accordées aujourd'hui aux projets collectifs. La politique de renouveau rural en Algérie passe en priorité par la mise en œuvre de programmes de lutte contre la pauvreté et par l'amélioration des conditions de vie des populations.

2.2.4. Réduction de la pauvreté et amélioration du niveau des revenus

Les premiers projets mis en place vers la fin des années 1990 (les programmes d'emploi rural, en particulier) visaient la réduction de la pauvreté et l'amélioration des indicateurs du développement humain. Des progrès sensibles ont été réalisés dans l'ensemble du pays et pour toutes les régions et dans tous les milieux. En effet, selon une étude du CENEAP en 2005, la proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté alimentaire est passée de 3,6% en 1988 à 1,6% en 2004, ce qui équivaut à 518 000 personnes. Le seuil de pauvreté générale (SPG) a concerné 3,98 millions de personnes en 1995. En 2004, ils ne sont plus que 2,2 millions de personnes soit une réduction en moyenne annuelle de 6,37%. Le rapport du PNUD 2006 révèle que la population algérienne vivant avec moins de deux dollars par jour était en 2004 15,1% de la population globale, soit près de 5 millions d'habitants. Si l'on tient compte du seuil de pauvreté national de l'Algérie (-1\$/jour), en 2005 22,6% de la population vit encore en dessous du seuil, soit un algérien sur quatre. En effet, alors que le taux de pauvreté était encore de l'ordre de 13% en 1980, il n'est plus que de 4,2% en 2000. Par ailleurs, ce qui semble important c'est le fait que cette réduction a touché l'ensemble du pays et des milieux.

La pauvreté en Algérie est d'abord un phénomène rural qui affecte une partie des 1,8 millions de ménages ruraux, notamment ceux qui ont le plus d'enfants. Ce sont les catégories socioprofessionnelles dominantes en milieu rural qui ont les niveaux de revenu les plus faibles, à savoir les ouvriers agricoles et les chefs d'exploitation précédés par les ouvriers non agricoles. En effet, selon une enquête du ministère du Travail effectuée dans le courant de l'année 2003, le salaire mensuel moyen brut versé dans le secteur agricole ne dépasserait pas 12.000 DA (162 USD), soit à peine un peu plus que les 10.000 DA (135 USD) du SMIG, alors que le salaire moyen versé dans les entreprises industrielles et de services se situe autour de 24.000 DA (324 USD).

Ainsi, la part du revenu familial destiné à la consommation alimentaire des ménages algériens a diminué, en passant de 59% en 1995 à 52% en 2005. Ces dépenses alimentaires sont affectées aux céréales (25,46% des dépenses d'alimentation), aux produits laitiers et dérivés (13,68%), aux légumes secs (13,60%) aux fruits (6,44%) et aux légumes frais (CENEAP, 2005).

2.2.5. Parité des genres

L'étude dirigée par Benghabrit-Remaoun et Rahou (2006) révèle trois tendances en termes d'occupation de la femme:

- le nombre de femmes rurales occupées reste faible, puisqu'il ne représentait que 5,5% du total de la population occupée en 2006;
- 1 femme chômeuse sur 4 est rurale, dont 21,4% ont entre 20 et 29 ans;

- l'activité rémunérée est exercée à hauteur de 39% dans le secteur de l'industrie, suivie par l'agriculture.

Le décalage entre tradition locale et emploi dans des activités nouvelles en milieu rural concerne en particulier les femmes. Les femmes rurales exercent traditionnellement une activité dans les exploitations agricoles familiales ou dans certains secteurs de l'artisanat aujourd'hui en déclin. Ainsi, les programmes de promotion de la femme rurale restent ancrés sur des activités peu attractives-couture, petits élevages- et le nombre de bénéficiaires reste bien inférieur aux demandes exprimées. Ce sont à peine 15% des demandes de projets exprimés par les femmes qui sont satisfaits. Le tableau suivant recense les projets dédiés à la femme rurale dans la région de Mascara.

Tableau 4 - Promotion de la femme rurale à Mascara (1996-2008).

| Nature | Nombre de demandes | Nombre de bénéficiaires | Type d'équipements |
|------------|--------------------|-------------------------|--------------------|
| Couture | 1 300 | 600 | Machine à coudre |
| Apiculture | 500 | 325 | Ruches |
| Aviculture | 900 | 550 | 6 poules et un coq |
| Total | 2 700 | 1475 | 3 activités |

Source: Conservation des forêts de Mascara (CFM), 2008.

Par ailleurs, le taux d'alphabétisation des femmes est passé de 62% en 1997 à plus de 86% en 2005 à l'échelle nationale (ONS, 2006). De manière générale, la scolarité des filles dans tous les cycles d'enseignement et de formation a nettement augmenté, avec des effectifs avoisinant ceux des garçons et parfois, même les dépassant. Cependant, des disparités homme-femme persistent encore en milieu rural (ONS, 2006).

Reste à signaler, enfin, que l'implication des femmes est plus importante dans les activités associatives (41,6%) que dans la sphère sociopolitique où elle reste globalement faible (5,41%) (Benghabrit-Remaoun et Rahou, 2006). En effet, le secteur associatif a vu son nombre augmenter depuis la mise en place de la stratégie de développement rural. Dans la région de Mascara, on enregistrait 03 associations féminines en 1999; en 2009, ce sont 31 associations féminines qui sont actives dans le milieu environnemental et rural, en particulier (Direction de l'environnement, 2009).

2.3. Valorisation et gestion des ressources naturelles

Avant de présenter un premier bilan des réalisations et de leur impact, il importe de rappeler l'état des ressources naturelles.

2.3.1. Etat des lieux

Selon les données de la direction du service agricole (DSA, 2008), le massif des monts de Béni Chougrane a une vocation à dominance agro-pastorale (soit 78% de la superficie du périmètre). Dans le massif, le parcours en forêt reste une activité quasi permanente durant toute l'année. La surface de cet espace reste stable, mais sa dégradation se poursuit à un rythme alarmant, comme le confirme l'état des formations forestières où dominent les communautés végétales dégradées et les formations basses découlant d'une pression constante. L'analyse de la répartition de la végétation forestière qui occupe 48 050 ha, soit un taux de 17 %, fait ressortir des formations dégradées au niveau du massif de Beni Chougrane résultant des défrichements des terres forestières et de leur transformation en espaces de parcours. La charge pastorale admise ne devrait pas dépasser 0,5 équivalent ovin par hectare, alors qu'elle a atteint actuellement plus de 4 équivalents ovins, induisant un surpâturage avec toutes ses conséquences (CFM, 2008).

Les véritables formations forestières sont concentrées à l'ouest du massif où l'on dénombre 10 798 hectares de forêts claires (CFM, 2008). Le domaine forestier évolue dans des conditions d'équilibre instable et n'a pu se maintenir que grâce à la plasticité et l'extrême résistance des essences forestières (le chêne vert, le pin d'Alep et le thuya).

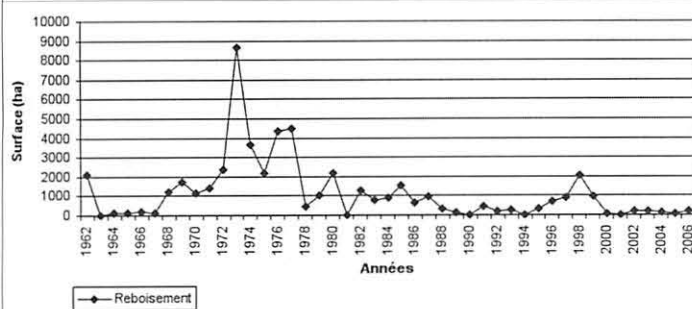
Le massif reste fortement marqué par l'érosion. Certaines zones ont atteint un stade ultime de dégradation, voire même d'irréversibilité. Ainsi, les terres improductives sont essentiellement constituées de terres érodées au stade de badlands, ou d'affleurements rocheux qui sont importants.

2.3.2. Les actions de préservation et d'amélioration du patrimoine naturel

Les programmes de reboisement affectés à la wilaya de Mascara ont été conduits de manière relativement continue de 1962 à 2006 (figure 2)⁵. Quelques 50 951 ha ont été reboisés au cours de cette période, et les programmes de stabilisation des bassins versants par le reboisement ont porté sur une surface de 2 696 ha entre 2000 et 2007. Aujourd'hui, Mascara compte une superficie forestière de plus de 100 000 ha, soit un taux de boisement de 16% supérieur à la moyenne nationale (11%), mais inférieur à la norme généralement admise qui se situe entre 20 à 25%. On note que la vocation pastorale de la région a été négligée dans ces programmes de reboisement ; les espèces fourragères sont absentes et les forêts ont tendance à évoluer vers une monoculture dominée par le pin d'Alep (résineux), ce qui met en péril la biodiversité de la région. Outre les reboisements, des actions de protection d'aires naturelles ont été réalisées. La région de Mascara compte ainsi une réserve de chasse et un marais classé dans le site Ramsar. Elle a émis aussi deux propositions de classement des zones humides de Bouhani-fia et Fergoug comme sites remarquables pour élargir ses aires protégées.

⁵ Toutes les données sont tirées des rapports de la Conservation des Forêts de la Wilaya de Mascara (CFM).

Figure 2 - Evolution du reboisement dans la région de Mascara (1962-2006).



Source: Conservation des forêts de Mascara (CFM), 2008.

Elle a complété ce vaste programme de reboisement avec d'autres travaux; pour la période 1997 à 2006, nous comptons 3 758 ha de fixation des berges, 7 370 ha de réhabilitation des terrassements, et plus de 1 056 330 m³ de correction torrentielle (CFM, 2008). Si les volumes traités restent très insuffisants, il convient de noter qu'ils sont pris en charge exclusivement par les services des forêts sans une implication réelle de la part de la population. Sur la perspective 2009-2014, la région de Mascara a donné la priorité au projet de protection et valorisation des ressources naturelles (tableau 5). La répartition des projets selon leur nature montre ainsi que c'est près de la moitié des projets programmés (46,3%) qui ont pour objectif la protection de l'environnement.

Tableau 5 - Programme prévisionnel (2009-2014).

| Thèmes Fédérateur | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | Total |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|
| Modernisation des villages et des ksours ruraux pour améliorer le niveau de vie des ménages | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 | 16 | 96 |
| Diversification des activités économiques | 21 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 | 131 |
| Protection et valorisation des ressources naturelles | 34 | 34 | 35 | 35 | 34 | 34 | 206 |
| Protection et valorisation du patrimoine rural matériel et immatériel | 01 | 02 | 02 | 02 | 02 | 02 | 11 |
| Total | 72 | 74 | 75 | 75 | 72 | 74 | 444 |

Source: CFM, 2009.

Cependant, si ces projets remportent l'adhésion massive des acteurs locaux, ils ne résultent pas toujours d'un engagement direct et d'une participation active de la population rurale dans leur identification ou leur élaboration.

⁶ L'indice de Développement Rural Durable est un indice de synthèse calculé sur la base de 3 indices composites, l'IDHS, l'IDER et l'Env.

⁷ L'Indice de Développement de l'Economie Rurale est calculé à partir de l'Indice de Développement de l'Economie Agricole (IDEA) et l'Indice de développement de l'économie hors agriculture (IDEHA).

⁸ L'Indice de l'Environnement se base sur deux indices spécifiques, l'indice de dégradation de l'environnement (charge des parcours et taux d'urbanisation) et l'Indice de Protection de l'Environnement.

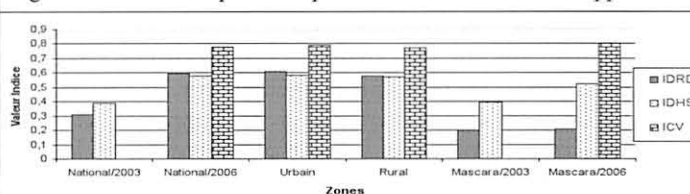
2.4. Synthèse des résultats

Une vue d'ensemble sur la stratégie de développement rural et la politique de renouveau qui l'accompagne confirme l'aboutissement d'un cheminement intellectuel permanent et d'un capital d'expériences en matière de projets. De plus, les indices calculés montrent le niveau de développement à l'échelle nationale, urbaine, rurale ou locale. Un Indice de Développement Rural Durable (IDRD)⁶ a été défini par les services de l'ex-Ministère Délégué chargé du Développement rural (MDDR) sur la base des données fournies par les Directions de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (DPAT) pour l'année 2003 et 2006. Il est calculé sur la base de 3 indices synthétiques:

- L'indice de Développement Humain et Social (IDHS) calculé sur la base de l'Indice de Développement de l'Education (IDE), l'Indice de Développement de la Santé (IDS), et l'Indice des Conditions de Vie (ICV);
- L'Indice de Développement des Activités Economiques (IDAE)⁷;
- L'Indice de l'Environnement (l'Env)⁸.

Au niveau local, l'évolution de l'IDHS et de l'ICV dans la région de Mascara est bien marquée (figure 3). Elle résulte des actions d'équipements collectifs et de développement rural axées sur l'amélioration des conditions de vie des populations. Alors que L'IDRD montre une nette augmentation de l'année 2003 à 2006 pour l'ensemble du pays, elle est à peine perceptible au niveau local. En effet, l'IDRD qui prend en compte l'ensemble des composantes de développement rural accuse un net retard en matière d'économie rurale locale et de valorisation de l'environnement.

Figure 3 - Evolution spatio-temporelle des indices de développement.



Source: MADR, 2006.

Au delà des transformations de l'espace rural et de l'amélioration des conditions de vie des populations, il semble que la mutation la plus importante résulte du changement dans les approches et dans les modes d'intervention des pouvoirs publics. Les projets de proximité, ceux induits par la mise en œuvre du PER, ont favorisé l'émergence, certes timide mais réelle, d'une nouvelle forme de gouvernance du développement local. Même si les administrations locales restent fortes, des associations locales sont nées, des communautés rurales ont exprimé leurs attentes et leurs besoins au niveau des villages ou des hameaux. Des organisations collectives pour la gestion des ressources naturelles (forêts, eau, parcours), à caractère social (associations de villages, associations de femmes ou de jeunes), ou économiques (coopératives de services) ont été promues et mis en place. Elles viennent renforcer progressive-

ment les formes de concertation innovantes comme la commission nationale de développement rural (CNDR), de consultation comme la cellule communale d'animation rurale au niveau communal (CARC) ou d'accompagnement des acteurs locaux comme les groupes d'accompagnement de développement rural (GADER).

Ces dispositifs institutionnels et organisationnels sont aujourd'hui complétés par la création, depuis 2003, de fonds divers pour financer les actions de développement rural: le Fonds National de Régulation et de Développement Agricole (FNRDA), le Fonds de Développement Rural et de la Mise en Valeur des Terres par la Concession (FDRMVTC), le Fonds de la Lutte Contre la Désertification et de Développement du Pastoralisme et de la Steppe (FLDPPS), qui est venue donner une dimension plus "territorialisée" à la politique de soutien de l'Etat et mettre en avant les aspects de lutte contre la désertification et de développement durable.

Le monde rural se trouve de plus en plus inséré dans un réseau d'institutions, d'organisations et d'outils de développement inédits depuis la période de la Révolution Agraire (1971-1975). Ces institutions ne seront en mesure de jouer un rôle de médiation entre les communautés locales et le pouvoir local ou central que par la promotion, d'une part, de l'action collective, et d'autre part, par des progrès, via la décentralisation, de formes d'expression plus forte d'une démocratie locale.

Conclusion

L'exigence d'une organisation multi-acteurs, la participation réelle des populations bénéficiaires, et le poids des enjeux des territoires orientent la mise en œuvre de projets collectifs. Si la priorité reste la stabilisation de la population par l'amélioration des conditions de vie, une dynamique d'appropriation stratégique des projets individuels environnementaux est tout aussi nécessaire. Ces projets résulteront d'arrangements permanents sur les moyens mis à disposition des communautés rurales; ils reposent également sur la capacité des agriculteurs et des organisations professionnelles (dispositions collectives) à négocier la mise en œuvre des actions de développement local et territoriales. La participation reste un gage de la qualité sinon de l'efficacité de l'action publique.

En définitive, on peut penser que pour transformer les sociétés locales rurales et conserver les milieux naturels, les changements réels résulteront d'un renforcement des acteurs associatifs et d'une mobilisation collective des agriculteurs, identifiés comme les éco-promoteurs ou les éco-entrepreneurs des projets de développement rural. Ce pari stratégique que se fixent aujourd'hui les projets de proximité de développement rural intégré (PPDRI) en Algérie sera-t-il tenu?

Références bibliographiques

ANAT, 2001, Agence Nationale de l'Aménagement du Territoire. Carte de la pauvreté en Algérie.
 Bedrani S., Bencharif A. et Deshayes G., 1996, "Stratégie de développement des coopératives agricoles", Ministère de l'Agriculture et des Pêches, Alger.
 Benbekhti O., Saifi A. et Benziane B., 2006, *Algérie: De la réforme agraire au développement rural, l'évolution des interven-*

tions en milieu rural. Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural (CIRAD). Porto Alegre, Brésil, 7 au 10 mars 2006, 16 p.

Benghabrit-Remaoun N. et Rahou Y., 2006, *Itinéraire de femmes entrepreneurs en Algérie: cas d'Oran.* In Colloque Internationale «Création d'entreprises et territoires». Tamanrasset, 03-04 Décembre 2006.

Bessaoud O., 1980, La révolution agraire en Algérie: continuité et rupture dans le processus de transformation agraire. In: Tiers-Monde, vol. 21, n° 83, pp. 605-626.

Bessaoud O., 2006, "La stratégie de développement rural en Algérie". In options Méditerranéens. Sér. A, n° 71, pp 79-89.

CENEAP, 2001, Centre Nationale d'Etude et d'Analyse pour la Population et le développement. "Evolution de l'emploi en Algérie", n° 21.

CENEAP, 2004, "Les attentes des populations rurales", n° 32.

CENEAP, 2005, "Développement humain et pauvreté en milieu rural", n° 34, collection: Les mutations du monde rural.

CFM, 2008, Bilan et rapports des travaux forestiers dans la wilaya de Mascara.

CFM, 2009, Etat prévisionnel des PPDR pour la wilaya de Mascara.

C.N.R.C, 2009, Bilan de la Chambre Nationale des Registres du Commerce.

Direction de l'environnement, 2009, Rapport sur les activités des associations rurales.

DPAT, 2003, Annuaire statistique de la Direction de la Planification et de l'Aménagement du Territoire.

DPAT, 2006, Annuaire statistique de la Direction de la Planification et de l'Aménagement du Territoire.

DPAT, 2009, Direction de la Planification et de l'Aménagement du Territoire. Annuaire statistique.

DGF-Algérie, 2006, Rapports PER1 et PER2.

DPME, 2009, Bilan de la Direction des Petites et Moyennes Entreprises.

DSA, 2008, Recensement général agricole. Mascara, 2008.

MADR, 2004, Recensement général agricole. Algérie-MADR.

MDDR, 2004, La Stratégie de Développement Rural Durable, rapport final et annexes

MDDR, 2006, "La politique du nouveau rural". Rapport, 211 p.

MICL, 2008, Rapport national du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales sur le développement humain. 175p.

ONS, 2006, Office National des Statistiques. Principaux indicateurs. ONS.

ONS, 2007, Principaux indicateurs. ONS.

PNUD, 2000, Programme des Nations Unis pour le Développement. Rapport national sur le développement humain. Algérie 2000.

PNUD, 2006, Rapport national sur le développement humain. Algérie 2006.

RGPH, 1987, Recensement Général de la population et de l'Habitat. Algérie, CD.

RGPH, 1998. Recensement Général de la population et de l'Habitat. Algérie, CD.

T.D.A Consult., 2007, Etude relative à la caractérisation et à la délimitation des zones de montagne et des massifs montagneux. Rapport sur les monts de Béni Chougrane phase II.